



BRASSER de l'air, voilà un investissement particulièrement rentable. L'Etat a largement ouvert le robinet à aides pour cette priorité nationale en matière d'énergie renouvelable. Du coup, les éoliennes poussent comme des champignons, semant au passage une belle zizanie dans les campagnes. Déjà 2 000 tournent sur le sol français. Et leur nombre devrait être multiplié par quatre d'ici à 2020. Les industriels applaudissent des deux pales.

Deuxième potentiel européen de vent après la Grande-Bretagne, l'Hexagone est une terre prometteuse de croissance. Le marché éolien a généré un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros en 2007, vente d'électricité comprise. Il devrait avoir triplé en 2012, selon le Centre d'analyse stratégique. Qui profite du pactole ? Pas les industriels tricolores, qui n'ont pas senti le vent. Vergnet, le seul

Promesse de bail à 20 ans pour les agriculteurs

fabricant national d'aérogénérateurs, ne possède que 10 % du marché français. Celui-ci est trusté par un cartel de constructeurs danois et allemands : Vestas, Nordex et Enercon, entre autres.

Ainsi, la quasi-totalité des 7 500 emplois de l'éolien français se situent dans la distribution ou l'installation des grandes machines blanches. « Avec cette ventilation des emplois, le développement attendu de la filière risque de profiter davantage aux industries étrangères, déjà bien implantées et compétitives », constate le Centre d'analyse stratégique. Autant en rapporte le vent à nos voisins d'outre-Rhin. Pas seulement, nuance Jean-Louis Bal, le directeur des énergies renouvelables de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), « les répercussions

Qui sème le vent récolte des pépètes

Entre les subventions et les promesses de croissance du secteur, les industriels des éoliennes se frottent les pales.



Gagner de l'argent avec du vent...

industrielles sont loin d'être négligeables, car les sous-traitants français, fournisseurs des fabricants, sont nombreux ».

Les fleurons de l'industrie française cherchent à rattraper leur retard. Ainsi, en juin 2007, Alstom s'est offert le constructeur espagnol d'éoliennes Ecotecnica. Trois mois plus tard, Areva a pris le contrôle du spécialiste allemand des turbines offshore Multibrid. Cela n'empêche pas le numéro un mondial du nucléaire de financer l'Institut Montaigne, le think tank anti-éolien français...

Suez a aussi racheté 50,1 % des parts de la Compagnie du Vent pour la modique somme de 321 millions d'euros. Il a ainsi récupéré un épais portefeuille de signatures. La Compagnie du Vent avait écumé le territoire et obtenu des accords pour 6 500 mégawatts de projets éoliens cumulés.

Le métier du promoteur d'éoliennes consiste à frapper aux portes. Celles d'abord des propriétaires des terrains repérés, souvent des agriculteurs. Pour leur faire signer une promesse de bail à 20 ans, le promoteur agite sous leur nez la possibilité de récolter un peu plus de blé chaque année. En moyenne, **65**

les retombées locatives se montent à 2 000 euros par mégawatt installé, selon le Syndicat des énergies renouvelables (SER). Les éoliennes, en France, ont en général une puissance de 2 MW. Une seu-

Une seule éolienne assure 360 800 euros de revenu annuel

le rapporte donc 4 000 euros. Un parc de cinq : 20 000 ! Une somme importante pour un paysan, des cahucètes pour les exploitants.

Ensuite, le promoteur passe saluer M. le maire. Pour le convaincre des bienfaits de l'éolien, il avance trois arguments. Un, vous faites de l'écologie ; deux, c'est citoyen ; trois, c'est bon pour l'image. Le budget de la commune se voit augmenter d'un substantiel pécule, une taxe professionnelle qui ne dit plus son nom. Généralement, l' élu qui a semé le vent sur sa com-

mune récolte un peu plus tard la colère de ses administrés, qui se plaignent du bruit. Mais, au moment de signer, il est plus écolo que jamais.

« Les élus ont tout intérêt à ce que le projet se fasse. Très souvent, c'est sur le terrain des conseillers municipaux que sont installées les éoliennes », dénonce Jean-Louis Butré, le président de la Fédération Environnement Durable (FED), fer de lance du lobby anti-éolien français.

Après étude d'impact et enquête publique, le dossier arrive sur le bureau du préfet. Ce haut fonctionnaire est le représentant de l'Etat, et donc du gouvernement, et donc de ses ministères, et donc du ministre du Développement durable. Mais il va sans dire que sa décision est strictement indépendante des objectifs fixés par Jean-Louis Borloo.

Pour aider l'éolien à décoller, l'Etat a garanti à l'exploitant un tarif d'achat de 82 euros le mégawatt pendant dix ans. Les éoliennes fonctionnent en moyenne un quart du temps, c'est-à-dire 2 200 heures par an. Une seule

d'entre elles, d'une puissance de 2 MW, assure ainsi un revenu annuel de 360 800 euros. Avec un coût de construction de 1,5 million d'euros, elles s'amortissent en huit ans, pour un contrat qui obli-

Des planches à billets qui attisent la cupidité

ge EDF envers l'exploitant pendant quinze ans. La Commission de régulation de l'énergie jugeait en 2008 que leur rentabilité était, *« dans la plupart des cas, très satisfaisante »*. L'instance la jugeait même excessive pour les installations fonctionnant 2 400 h/an ou plus, et se prononçait pour une dégressivité plus importante du tarif d'achat.

Les exploitants se portent donc très bien. EDF ENR, le premier d'entre eux, a enregistré un bénéfice net de 41,8 millions d'euros, en hausse de 54 % au premier semestre 2009. Dans le

même temps, son activité éolienne a augmenté de 50 %.

« Il y a trop d'argent et trop d'aides autour de ces machines. Ce sont des planches à billets. Et cela attire inévitablement la corruption », affirme, de son côté, Jean-Louis Butré en agitant l'« International Herald Tribune ». Sous le titre *« With wind energy, opportunity for corruption »*, le journaliste d'investigation Doreen Carvajal dénonçait, mi-décembre 2009, plusieurs affaires de détournement de subventions européennes destinées à des parcs éoliens. Plus de 6 milliards d'euros ont été alloués aux énergies renouvelables sur la période 2000-2013. Cela attise la cupidité. L'an passé, cinq nationalistes corses ont été emprisonnés et condamnés pour s'être emparés de 1,54 million d'euros d'aides de Bruxelles. En Italie, où trois dossiers sont en cours, 15 personnes ont été arrêtées en novembre 2009, dans le cadre de la bien nommée affaire *« Autant en emporte le vent »*. Bientôt un film sur les vices cachés de l'éolien ? ■

Alerte aux profiteurs du business vert?!
L'aide publique massive aux activités écologiquement correctes commence à produire des effets pervers?:
elle attire les opportunistes... et les escrocs.

07 avril 2010



L'aide publique massive aux activités écologiquement correctes commence à produire des effets pervers?: elle attire les opportunistes... et les escrocs.

La plus belle spéculation du moment?? Oubliez les attaques contre la Grèce, c'est de nos campagnes que l'opération est partie, quand de simples particuliers, souvent des exploitants agricoles, se sont mis à parier sur la baisse programmée du prix de l'électricité photovoltaïque. Pour soutenir cette filière, EDF surpaise en effet l'énergie issue des panneaux (58 centimes du kilowattheure en 2009 pour un toit solaire raccordé au réseau).

Mais ce prix devant baisser en janvier 2010, des petits malins se sont improvisés producteurs d'énergie afin de signer un contrat à l'ancien prix... et valable vingt ans. Les deux derniers mois de l'année, jusqu'à 3 000 dossiers par jour ont été enregistrés, presque autant qu'en un mois habituellement. Pour crever cette bulle, le gouvernement a fini par annuler la plupart des demandes tardives.

C'est ce que les économistes nomment un "effet d'appel"? : les dispositifs de soutien au green business bénéficient aux écolos sincères, mais aussi aux opportunistes et aux fraudeurs alléchés par le pactole. A l'échelle mondiale, selon les Nations unies, le chiffre d'affaires total du secteur (1?370 milliards de dollars en 2007) devrait doubler d'ici 2020, un rythme soutenu par l'immense effort des Etats, qui vont parier quelque 340 milliards de dollars en dix ans sur la relance "verte". Chez nous, la lutte contre le réchauffement et la promotion des énergies propres ont ainsi créé des activités juteuses et des marchés spéculatifs.

Rien de grave, quand les agriculteurs louent leurs terres aux exploitants d'éoliennes avides de bons emplacements. Plus contestable quand des installateurs de chauffages écolos font miroiter aux consommateurs des crédits d'impôt qui n'existent pas, quand des margoulin contournent les règles des labels alimentaires bio ou quand des entreprises exploitent le marché des "droits à polluer". Tour de France des combines, petites et grandes...

Eoliennes : Pour les implanter, les terrains se louent à prix d'or

Le marché des terrains propices à l'installation des éoliennes se tend. Sachant qu'EDF rachète cette électricité 82 centimes du kilowattheure, ce business rentable (un parc éolien rapporte 6

à 7 euros pour 1 euro investi) suscite la convoitise, comme le montre l'envol de la puissance installée (voir ci-contre). Les bons emplacements se font déjà rares: le vent ne suffit pas, les exploitants privilégient les zones éloignées des habitations et à l'écart des migrations d'oiseaux. Tout bénéfique pour les agriculteurs ayant des terres à louer. Il suffit de 0,2 hectare pour accueillir une éolienne de 2,5 mégawatts et empocher de 5 000 à 11 000 euros par an, un tarif en forte hausse ces dernières années.

Comme les exploitants préfèrent planter plusieurs moulins d'un coup (leurs "fermes" en comptent en moyenne quatre), la manne profite d'abord aux grands propriétaires, notamment en Ile-de-France et en Champagne-Ardenne. Une foule d'intermédiaires se chargent de négocier les terrains. Clément Wittmann, dont c'est le métier chez Bourgogne Energie Environnement, en Saône-et Loire, admet que l'écologie est le cadet des soucis de ses clients: "En six ans, j'ai rencontré un agriculteur sincèrement motivé par la défense de l'environnement.

Les autres font ça pour l'argent?: si on leur proposait de forer des puits de pétrole dans leurs champs, ils diraient oui aussi." Les paysans sont même démarchés par des sociétés étrangères, notamment allemandes, qui concurrencent la vingtaine de bureaux d'études français spécialisés. Et donc font encore grimper les prix.